

**Édition d'octobre 2025 des Perspectives économiques régionales du FMI
pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord**

Conférence de presse

21 octobre 2025

Centre financier international de Dubaï

Point de presse de Jihad Azour

Bonjour, et merci de votre présence. Je suis ravi d'être de retour à Dubaï pour échanger avec vous sur les perspectives économiques de la région et ses priorités d'action.

Commençons par un rapide état des lieux.

Depuis le début de l'année 2025, l'économie de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) a fait preuve d'une **résilience remarquable**, malgré la persistance de l'incertitude à l'échelle mondiale et l'intensification des tensions géopolitiques. La région a en grande partie été épargnée par les répercussions directes du relèvement des droits de douane des États-Unis et des obstacles au commerce international. Et bien que les récentes tensions aient suscité des préoccupations, leur incidence a été **limitée et de courte durée**.

Les perspectives de croissance se sont **améliorées** depuis notre dernière évaluation. Nous prévoyons désormais une croissance du PIB régional de **3,2 %** pour cette année, contre **2,1 % en 2024**, soit une **révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage** depuis mai. La croissance devrait ensuite **s'accélérer pour atteindre 3,7 % l'année prochaine**, soit **0,3 point de plus** que dans les prévisions précédentes, et rester **globalement stable** à moyen terme.

Ces révisions à la hausse tiennent compte de plusieurs facteurs.

Pour les **pays exportateurs de pétrole de la région MOAN**, la révision de la croissance s'explique principalement par une **production plus élevée que prévu**, à la suite du retrait des mesures de réduction adoptées par l'OPEP+. La croissance dans ces pays devrait atteindre **3 % en 2025** et **3,4 % en 2026**, contre **2,5 % l'année dernière**.

Mais **le pétrole n'est pas le seul facteur** qui entre en jeu. La diversification suscite un intérêt croissant, notamment dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), conférant aux secteurs non pétroliers un rôle de plus en plus important dans le maintien de la croissance et la création d'emplois.

Dans les **pays importateurs de pétrole**, la tendance est également à l'amélioration. La croissance devrait augmenter pour atteindre **3,5 % en 2025** et **4,1 % en 2026**, soutenue par la baisse des prix du pétrole, le dynamisme des envois de fonds, des afflux touristiques importants et de meilleures conditions agricoles. Les avancées constantes en faveur de **la stabilité macroéconomique et la poursuite des réformes structurelles** aident ces pays à accroître leur résilience et à améliorer leurs perspectives.

Les trajectoires peuvent varier d'un pays à l'autre, mais de manière générale, **l'inflation ralentit ou recule** dans la région, sous l'effet du **durcissement de la politique monétaire** et de la **baisse des prix de l'alimentation et de l'énergie**. Les conditions financières se sont aussi améliorées : **les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines se sont resserrés, les devises se sont ajustées sans à-coups, et plusieurs pays ont regagné l'accès aux marchés**.

Cette année et la suivante, la croissance du PIB de la région MOAN devrait **encore s'affermir**, à la faveur de la résilience de la demande, de la hausse de la production de pétrole et des réformes en cours. À moyen terme, la croissance devrait **s'accélérer progressivement**, tirée par la mise en œuvre des réformes et des politiques de stabilisation.

Néanmoins, **d'importants risques** pèsent sur ces **perspectives favorables**.

L'incertitude à l'échelle mondiale pourrait freiner l'activité. Le ralentissement de la demande mondiale ou le durcissement des conditions financières pourraient exercer des tensions sur les pays qui ont d'importants besoins de financement ou des systèmes bancaires fortement exposés à la dette souveraine. Une **inflation persistante** dans les pays avancés pourrait également entraîner une hausse des coûts d'emprunt dans la région.

Et, bien entendu, **les tensions géopolitiques demeurent élevées**. Certes, des progrès ont été accomplis en vue de cessez-le-feu, mais la région continue de faire face à des

besoins humanitaires urgents. Le conflit qui a opposé **Israël et l'Iran** en juin a eu des effets limités de courte durée sur les échanges, mais **le risque d'une résurgence de l'instabilité reste élevé**.

À l'inverse, **une résolution plus rapide des conflits régionaux** ou **une accélération des réformes structurelles**, notamment sur le plan de la gouvernance, de l'approfondissement financier et du développement du secteur privé, pourraient se traduire par une **croissance plus forte qu'attendu à moyen terme**.

Dans ce contexte, **les priorités d'action sont claires** : gérer les risques à court terme tout en jetant les bases d'une **croissance plus vigoureuse et plus inclusive**.

La dynamique de croissance actuelle offre une **excellente occasion** de reconstituer les **marges budgétaires et extérieures**, surtout dans les pays où elles demeurent limitées.

Parallèlement, il convient de **poursuivre des réformes audacieuses**, afin de diversifier l'économie, de donner plus de moyens d'action au secteur privé, de développer les marchés financiers et de stimuler la productivité. Il s'agit de **renforcer la gouvernance et les institutions**, de **réduire l'empreinte de l'État**, de **lever les obstacles aux échanges** et d'**investir dans les infrastructures**. Ces mesures se révèlent essentielles pour **accroître la résilience** et tirer parti des possibilités qu'offre l'évolution rapide du paysage économique mondial.

La croissance doit être à la fois soutenue et **inclusive**. Offrir davantage de possibilités **aux jeunes et aux femmes**, améliorer **l'éducation et les soins de santé** et élargir **l'accès aux services financiers** permettra d'appuyer une croissance plus vigoureuse, mais aussi **plus équitable et plus durable**. La transition numérique et l'intelligence artificielle offrent d'autres possibilités d'accroître la productivité et de réduire les écarts de revenus.

Pour **les pays sortant d'un conflit**, le chapitre 2 de nos *Perspectives économiques régionales* met en évidence les facteurs sous-tendant une reprise réussie : **stabilisation macroéconomique rapide, accès au financement extérieur** — notamment grâce à l'aide internationale et à l'allègement de la dette — et **renforcement des institutions**. Notre analyse montre qu'**une réduction de la volatilité macroéconomique au cours**

des cinq premières années de paix augmente considérablement les chances d'une reprise durable.

Pour conclure, l'année 2025 sera celle de **la résilience dans un contexte incertain**. Il s'agit maintenant pour les décideurs de traduire cette résilience en une **croissance soutenue et inclusive** à long terme.

Le FMI maintient un partenariat **solide et indéfectible** avec la région, sous la forme de financements, de conseils stratégiques et d'activités de développement des capacités, pour aider les pays à faire face à l'incertitude et tirer parti des occasions qui se présentent. Depuis le début de 2024, le FMI a approuvé **21,4 milliards de dollars de financements** en faveur des pays de la région MOAN et du Pakistan.

Je vous remercie pour votre attention et me tiens à votre disposition pour répondre à vos questions.